

Solidarity with UNBCFA
Solidarité avec l'association académique de l'UNBC



Renae Watchman receives the equity award
Renae Watchman reçoit le Prix de l'équité

CAUT Council / Conseil de l'ACPPU November 29 – 1 December 2019



Highlights from CAUT Council Points forts du Conseil de l'ACPPU

Council news

A clear theme of “stronger together” imbued Council as the call for solidarity, from a local level through to international affairs, rang out. Recognition of a growing, strident need to unite beyond associations, campuses and even political boundaries stirred discussion, ranging from unanimous support for members of the University of Northern British Columbia Faculty Association (UNBCFA) fighting for a fair, negotiated deal; to the case for public sector workers to join forces across unions and provinces and mobilize to defend health and education services; to condemnation of the Chilean government’s brutal violations of human rights and a call for the Canadian government to oppose the coup in Bolivia. ■

Nouvelles du Conseil

La thématique « plus forts ensemble » a clairement ressorti tout au long de l’assemblée automnale du Conseil de l’ACPPU et ce, autant sur la scène locale que lorsqu’il a été question d’affaires internationales. Les délégués ont ainsi réalisé l’ampleur de besoin de solidarité dépassant les limites de leur association, de leur campus et même la scène politique et ils ont posé des gestes concrets en appuyant unanimement leurs collègues de l’association académique de la University of Northern British Columbia (UNBCFA) qui se battent pour une entente équitable. Les délégués ont également entendu un vibrant plaidoyer encourageant tous les travailleurs du secteur public à joindre leurs forces avec les syndicats de leur province, mais aussi de partout au pays afin de défendre les services publics dont la santé et l’éducation. Les membres de l’ACPPU ont également condamné la répression brutale du gouvernement chilien qui viole les droits de ses citoyens qui manifestent dans les rues et ils ont demandé au gouvernement canadien de dénoncer le coup d’État en Bolivie. ■

Panel: mobilizing across sectors

“We are always on the defensive, but we should be bragging instead. We know public services are more affordable and of better quality,” said Linda Silas, President of the Canadian Federation of Nurses Union. Fellow panelist Professor Larry Savage from the Brock University Faculty Association urged a larger vision for faculty associations. “The role of our associations must expand outside the wall of our universities. We need to change our view, because government decisions affect our universities and have an impact on our profession and our students.” President of the National Union of Public and General Employees, Larry Brown added: “What Jason Kenney, Doug Ford and Brian Pallister are doing is hurting people and we have to fight them. They chose to cut taxes for their corporate friends and the wealthy and then say we can no longer afford public services. This is nonsense and we need to call it nonsense.” ■

“

**The role of our associations
must expand outside the wall
of our universities.**

Solidarity with UNBCFA / Solidarité avec l'association académique de l'UNBC



Panel : La mobilisation à travers tous les secteurs

« Nous sommes toujours sur la défensive, mais nous devrions plutôt vanter notre travail. Nous savons que les services publics sont plus abordables et de meilleure qualité », a insisté Linda Silas, présidente de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers. Le professeur Larry Savage, un autre panéliste, a souligné l'importance pour les membres de l'ACPPU de voir plus grand. « Le rôle de nos associations dépasse les enceintes des universités. Nous devons changer de discours, parce que les décisions des gouvernements ont un effet sur nos universités, sur notre profession et sur nos étudiants, a dit le Dr Savage. » Le président du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public, Larry Brown, a ajouté : « Jason Kenney, Doug Ford et Brian Pallister font du tort à la population et nous devons les combattre. Ils ont choisi d'abaisser les impôts des plus riches et de leurs amis dans les entreprises et maintenant, ils virent de bord et disent que nous n'avons pu les moyens de soutenir les services publics. C'est un non-sens et nous devons le clamer haut et fort. » ■

Guest speakers from Malaysia and Denmark

Dr. Lai Suat Yan, Deputy Chairperson of the Malaysian Academic Movement (GERAK), addressed delegates about issues facing academics in Malaysia and the work of the Movement, which was established in 1993 to protect the rights and interests of academics and to fight for academic freedom.

Prior to 1971, Malaysian universities enjoyed autonomy and stable funding, and academic staff had academic freedom. Dr. Suat Yan described how the Universities and Colleges Act of 1971, enacted after racial riots, introduced state intervention that curtailed university autonomy and academic freedom. Since then, teachers have also been charged under the Sedition Act, which “[Is] like a sword hanging over our heads,” according to Dr. Suat Yan. “It’s a tool to silence and instil fear.”

Other legislation, Act 605, governs the conduct of staff and prohibits public comment that might embarrass the government or any of its programs. Academic staff are also prohibited from taking part in any political activities, including voicing any partisan views or standing for election.

Dr. Suat Yan says GERAK has been lobbying the government to exempt academic staff from Act 605, with little movement to date.

Dr. Janne Glerup and **Jens Vraa-Jensen** discussed Dansk Magisterforening, the Danish association of Masters and PhDs, which is a traditional trade union, as well as a professional association representing people with university degrees, and including academic staff at Danish universities.

Students at the country’s eight universities enjoy “rather generous student support, mainly based on grants.” Glerup noted “ongoing political debate about changing grants to loans. But the students are very organized and engaged. We are lucky the students scare governments that try to erode rights.”

She reported that there is almost no collegial decision-making, with schools governed by boards dominated with external majorities, and only weak protection of academic freedom in the University Act.

Glerup also noted similarities to Canada, with “lots of insecurity at the bottom rung of universities. We need to find commonality with and between permanent and term professors,” she said. “The problem of insecurity is eating into the very core of our universities. You shouldn’t have to apply for your job over and over again.”

Her colleague Jens Vraa-Jensen described progressive developments throughout the rest of Europe due to the Bologna Process – a series of ministerial meetings and agreements between a large majority of European countries to ensure comparability in the standards and quality of higher-education qualifications – to which Denmark became a signatory in 1999, and part of the European Higher Education Area. ■



Dr. Lai Suat Yan, Malaysian Academic Movement

Conférenciers invités de Malaisie et Danemark

Lai Suat Yan, vice-présidente du mouvement universitaire malaisien (GERAK), a exposé aux délégués présents à l'assemblée les défis auxquels font face les universitaires dans son pays et leur a expliqué la mission du mouvement, qui a vu le jour en 1993 pour protéger les droits et intérêts des universitaires et pour défendre la liberté académique.

Elle a brossé le portrait de la situation en Malaisie avant 1971, quand les universités étaient autonomes et recevaient un financement stable et que le personnel académique jouissait de la liberté académique. Toutefois, la *Loi de 1971 sur les universités et les collèges*, adoptée à la suite d'émeutes raciales, a donné à l'État le pouvoir d'intervenir pour porter atteinte à l'autonomie des universités et à la liberté académique. Depuis, des enseignants ont aussi été accusés en vertu de la *Loi sur la sédition*, qui « [est] comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes, a affirmé Lai Suat Yan. C'est la loi du silence et de la peur. »

Par ailleurs, la *Loi 605* régit la conduite du personnel et interdit tout commentaire public susceptible d'embarrasser le gouvernement ou toute critique publique de l'un de ses programmes. Les universitaires ne peuvent participer à des activités politiques; il leur est interdit d'exprimer des opinions partisans ou de se présenter à des élections.

Lai Suat Yan dit que GERAK a exercé des pressions sur le gouvernement pour qu'il exempte les universitaires de l'application de la *Loi 605*, sans grand succès à ce jour.

Janne Gleeurup et **Jens Vraa-Jensen** ont présenté l'association danoise des titulaires de maîtrises et de doctorats, *Dansk Magisterforening*, qui est un syndicat de travailleurs traditionnel et

une association professionnelle représentant les diplômés universitaires, notamment le personnel académique en poste dans les universités danoises.

Janne Gleeurup a présenté les côtés positifs et sombres du fonctionnement des huit universités du pays. « Le soutien aux étudiants est plutôt généreux et prend principalement la forme de subventions. » Elle a souligné que « la question de transformer les subventions en prêts fait continuellement débat dans la classe politique. Mais les étudiants sont très organisés et mobilisés. Nous sommes chanceux qu'ils fassent peur aux gouvernements qui tentent de supprimer leurs droits. »

Elle a mis en relief l'absence presque totale de collégialité dans le processus décisionnel, les écoles étant dirigées par des conseils constitués majoritairement de parties externes, et le peu de protection que la loi danoise sur les universités renferme à l'égard de la liberté académique.

Elle a signalé les similarités avec le contexte canadien, notamment « la grande insécurité vécue par ceux et celles qui se situent à l'échelon inférieur dans les universités ». D'après elle, « nous devons trouver des intérêts communs aux professeurs permanents et à ceux qui sont nommés pour une période déterminée. Le problème de l'insécurité attaque le cœur même des universités. On ne devrait pas avoir à postuler son emploi à chaque session. »

Son collègue Jens Vraa-Jensen a fait état de l'évolution de la situation dans le reste de l'Europe en lien avec l'application du Processus de Bologne — une série de rencontres et d'accords ministériels entre une grande majorité de pays européens ayant pour objectif d'assurer que les normes et les qualifications de l'éducation supérieure soient comparables. En y apposant sa signature en 1999, le Danemark est devenu un membre de l'espace européen de l'enseignement supérieur. ■

CAUT Pundit Panel / Panel d'experts en politique



Motions of note passed by Council

- › To support in solidarity the UNBCFA in its efforts to obtain a fair negotiated settlement
- › To condemn the Government of Alberta for its failure to adequately support post-secondary education institutions
- › To support colleagues from the University and College Union in the United Kingdom involved in a strike action
- › To condemn the Canadian government for its failure to oppose the coup in Bolivia
- › To condemn the Chilean government's brutal violations of human rights against citizens exercising their democratic right to protest and to call for an immediate end to all state violence

Motions importantes adoptées par le Conseil

- › Pour soutenir les efforts de l'UNBCFA afin d'obtenir un règlement négocié juste
- › Pour dénoncer vivement l'échec du gouvernement de l'Alberta à soutenir adéquatement les établissements d'enseignement postsecondaire dans la province
- › Pour exprimer le soutien et la solidarité de l'ACPPU avec nos collègues de l'UCU (*University and College Union*) au Royaume-Uni, dont les membres sont actuellement en grève
- › Pour condamner le gouvernement canadien pour ne pas s'être opposé au coup d'État en Bolivie
- › Pour condamner les violations brutales des droits de la personne commises par le gouvernement du Chili à l'endroit de citoyens qui ont exercé leur droit démocratique de manifester et pour demander la cessation immédiate de la violence d'État

Political opportunities?

Political pundits analyzed the results of the election and the opportunities a minority government offers for post-secondary education and research. "Because your priorities are not really controversial, you have a good chance to influence the government's agenda," said Rachel Curran from Harper & Associates. The political experts advised CAUT members to get to know their elected officials and to remind them of priorities. "Engaging opposition parties is key. There is a lot of work that can be done at committee level on your issues without the drama of having to make legislative changes in the House of Commons," added Karl Bélanger, political advisor to CAUT. ■

Retour sur les élections

Des experts de la scène politique ont analysé les résultats des élections et les perspectives qu'un gouvernement minoritaire offre au secteur de l'éducation et de la recherche postsecondaires. « Comme vos priorités ne sont pas vraiment controversées, vous avez une bonne chance d'influencer le programme du gouvernement », a déclaré Rachel Curran, du cabinet *Harper and Associates*. Les experts ont conseillé aux membres de l'ACPPU d'aller à la rencontre de leurs députés élus et d'établir des priorités. « Il est primordial de dialoguer avec les partis d'opposition. Pour faire progresser vos enjeux, le travail dans les comités est tout aussi efficace que les coups d'éclat, comme déposer des modifications législatives à la Chambre des communes », d'ajouter Karl Bélanger, conseiller politique pour l'ACPPU. ■





Quick notes from CAUT Council Conseil de l'ACPPU en bref

Stephen Law wins Donald C. Savage award Stephen Law attribué Prix Donald-C.-Savage

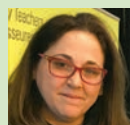


The Donald C. Savage award went to Stephen Law who is Professor of Economics at Mount Allison University and teaches courses in Industrial Organization, Law & Economics, International Trade, and Health Economics. Dr. Law has published on a wide range of topics includ-

ing regulatory economics; intellectual property rights and competition policy; pharmacist behavior; pharmaceutical formularies; real options analysis in the rail industry; nutrient price indexes and food taxation; and the economics of the telecommunications and re-broadcasting sector. His research interests are in applied microeconomics, particularly the study of regulatory policy. He was appointed to the Canadian Competition Tribunal in April 2019.

Le Prix Donald-C.-Savage a été attribué à Stephen Law, professeur d'économie à l'Université Mount Allison, qui donne également des cours en organisation industrielle, en droit et économie, en commerce international et en économie de la santé. Ses écrits publiés portent sur des sujets variés, tels l'économie de la réglementation; les droits de propriété intellectuelle et les politiques de concurrence; le comportement des pharmaciens; les formulaires pharmaceutiques; l'analyse des options réelles dans l'industrie ferroviaire; les indices des prix des nutriments et les taxes sur la nourriture; et l'économie du secteur des télécommunications et de la rediffusion. Ses recherches portent sur la microéconomie appliquée, et particulièrement sur l'étude de la politique réglementaire. Stephen Law a été nommé au sein du Tribunal canadien de la concurrence en avril 2019.

Linda St Pierre receives Bernice Schrank award Linda St-Pierre reçoit Prix Bernice-Shrank



Linda St Pierre's achievements contributing to the enforcement of workplace rights were recognized with the Bernice Schrank Award. Now serving her sixth consecutive term as Laurentian University Faculty Association's elected Chief Steward, Linda has also concurrently held

the full-time position of Chief Grievance Officer since 2012. Teaching as a sessional faculty member in the Behavioural Neuroscience Program since 1999, she has pursued research in the field and co-authored over thirty articles in refereed journals. Linda played a pivotal role in collective bargaining for LUFA having been actively involved in nine bargaining teams over the past decade, and led three.

La contribution de Linda St-Pierre au respect des droits du personnel académique au travail lui a valu le Prix Bernice-Shrank. M^{me} St-Pierre accomplit actuellement son sixième mandat d'affilée à titre de déléguée syndicale en chef élue pour l'Association des professeurs et professeurs de l'Université Laurentienne. Parallèlement à cette fonction, elle occupe, depuis 2012, le poste à temps plein d'agente en chef des griefs. Chargée de cours dans le programme de neuroscience du comportement depuis 1999, elle a mené des recherches dans le domaine et a collaboré à la rédaction de plus de trente articles dans des revues avec comité de lecture. Linda St-Pierre a joué un rôle central en matière de négociation collective à l'APPUL, puisqu'elle a fait partie de neuf équipes de négociation au cours de la dernière décennie et en a dirigé trois.

Renae Watchman receives the equity award Renae Watchman reçoit le Prix de l'équité



Renae Watchman was the 2019 recipient of the Equity Award. From the Diné Nation in Shiprock, New Mexico, she is an associate professor in the Department of English, Languages, and Cultures, cross-appointed with Indigenous Studies at Mount Royal University in Treaty 7 (Mohkíns-tsis, Calgary). Dr. Watchman is also Co-director of the Office of Academic Indigenization. Her teaching and research interests include: Indigenous literatures, visual storytelling, experiential, land-based pedagogies, and community service learning. Along with faculty, staff, and students, Dr. Watchman's commitment to creative collaborations has culminated in initiatives that advocate for Indigenous presence, Indigenous cultural safety, and diversity, equity, and inclusion. Renae Watchman est la lauréate 2019 du Prix pour l'équité de l'ACPPU. Membre de la nation diné de Shiprock, au Nouveau-Mexique, elle est professeure agrégée au Département d'anglais, des langues et des cultures, et enseigne aussi au Département d'études autochtones, à l'Université Mount Royal dans le territoire visé par le Traité 7 (Mohkíns-tsis, Calgary). M^{me} Watchman est également codirectrice de l'*Office of Academic Indigenization* (autochtonisation des établissements d'enseignement postsecondaire). Ses domaines d'intérêt dans l'enseignement et la recherche sont notamment les littératures autochtones, la narration visuelle, l'enseignement basé sur l'expérience et la relation avec la terre ainsi que l'apprentissage par le service communautaire. Son engagement envers des collaborations créatives avec le corps professoral, le personnel et les étudiants l'a amenée à travailler à des initiatives pour la défense de la présence et de la sécurité culturelle des Autochtones, ainsi que pour la diversité, de l'équité et de l'inclusion.